

En Roumanie

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts», 26^e année, n° 85, 11 avril 1909, p. 2. Traduction MIA.

La Roumanie est la terre classique des révoltes paysannes et de l'antisémitisme. Cette concomitance est habilement exploitée par le gouvernement roumain, défenseur des propriétaires de latifundia, pour tromper l'Europe sur les causes de ces deux phénomènes et rejeter sa propre culpabilité. Cela ne fait que rendre plus nécessaire d'éclairer au moins une fois, de manière quelque peu approfondie, les conditions sociales du malheureux pays balkanique.

La Roumanie souffre sous le joug d'une dynastie qui a soutiré d'innombrables millions à ce pays pauvre pour ranimer le droit divin, et sous la barbarie d'un despotisme gouvernemental qui, tantôt sous une bannière conservatrice, tantôt sous une libérale, s'emploie à masquer son incompétence par l'écrasement de tous les droits du peuple. Les portefeuilles ministériels sont héréditaires, selon un droit coutumier non codifié mais d'autant plus appliqué en pratique, au sein d'un tout petit nombre de familles de hobereaux bien définies. Celles-ci ne se distinguent tout au plus que par ceci : les représentants de l'État dits « libéraux » poussent leur libéralisme jusqu'à emprunter auprès des Juifs riches, tandis que les « conservateurs » ne concluent ce genre d'affaires qu'avec les riches grands commerçants grecs de Galati et Brăila. Les préfets, ces fonctionnaires dont la position officielle serait à peu près comparable à celle d'un président de gouvernement prussien, offrent à ces gouvernements des instruments dociles. Qu'une telle administration ne puisse se passer d'une justice qui doit réprimer avec une sévérité draconienne toute tentative d'éclaircissement et la moindre amélioration des conditions, en les qualifiant de crimes graves, cela va de soi. Un simple regard derrière les murs des prisons roumaines, derrière lesquels plus d'un « ennemi de la patrie » – titre attribué aux partisans de la social-démocratie, et que d'autres États ne privent pas non plus de tels sobriquets – use sa jeunesse dans la mélancolie, convaincrail bien des journalistes enthousiastes de la Roumanie qu'avec l'argent pompé en Europe, il y aurait des tâches plus importantes à accomplir que l'entretien d'une armée d'espions, dont la bassesse de sentiment n'est même pas surpassée par celle de leurs homologues russes.

Les assemblées législatives, les chambres, se composent, en raison d'une corruption électorale pratiquée par le gouvernement avec les moyens les plus condamnables – où le « rachiu » (l'eau-de-vie) joue un rôle non négligeable –, d'une majorité toujours faite de partisans du système gouvernemental en place. Ceux-ci sont d'une obéissance aveugle lors de la promulgation des lois d'exception les plus perfides et des décrets de privation de droits. Ce n'est que lorsqu'un nouvel emprunt doit être contracté sur le marché financier européen qu'on joue un peu la comédie et que l'on délibère sur telle ou telle loi sociale, qui est rarement adoptée et à coup sûr jamais appliquée.

Des conditions politiques anormales engendrent, avec une nécessité implacable, ces malheureuses conditions sociales qui s'expriment par des tentatives de libération survenant à intervalles réguliers. En rangs serrés, des techniciens et des artisans, des commerçants et des entrepreneurs ont afflué de partout vers le jeune royaume. Arméniens et Juifs, Grecs et Turcs dominent le commerce et les transports. À Bucarest, à Galati et à Brăila, les langues et les paroles du monde entier bourdonnent dans l'air – et le monde entier ignore que dans ce malheureux pays, des millions de personnes ont faim et que chaque année, des milliers meurent littéralement de faim. Tant que le paysan put mener sa charrue sans entrave sur sa terre libre, il ne porta aucun intérêt aux événements de la vie publique ; ils

lui étaient tous indifférents, ces Arméniens et Juifs, ces Grecs et Turcs, qui payaient un prix décent pour ce qu'il arrachait péniblement à la terre et lui ouvraient un nouveau marché pour les fruits de son labeur. Mais bientôt, cela changea. Avec les étrangers, le capitalisme pénétra peu à peu dans le pays, et avec le capitalisme apparurent en peu de temps ces effets particulièrement dangereux qu'il produit dans des contextes purement agraires.

Pour l'essentiel, ce sont les Juifs qui sont en Roumanie les seuls détenteurs du capital mobile ; la privation des droits civiques des Juifs, qu'aucun argument ne peut justifier, a créé pour les personnes ainsi lésées, à un degré accru, des conditions de vie anormales, qui ne peuvent toujours être en harmonie avec l'intérêt général. Car le persécuté et l'opprimé devient souvent, par intérêt de conservation, persécuteur et oppresseur. Là résident les racines de bien des maux. Face à cette situation, les Juifs, livrés à leurs propres moyens, sont contraints d'acheter au prix fort toutes sortes de libertés. Ces dernières, parce que non reconnues ni réglementées, en tant que dons accordés au gré de l'humeur de pouvoirs vénales, conduisent à de graves abus.

Les Juifs sont, bien que leurs familles vivent depuis des décennies sur le sol roumain, en vertu d'une interprétation jésuitique de la constitution, des étrangers. En tant que tels, l'acquisition de terres et de biens fonciers leur est refusée. Pourtant, ils savent se débrouiller : grâce à une introduction astucieuse, en contrebande pour ainsi dire, de l'institution du bail héréditaire, ils ont réussi à acquérir d'immenses domaines et ainsi à contourner les dispositions économiques d'exception prises contre eux. Mais en tant que détenteurs de bail héréditaire, menacés à toute heure par l'épée de Damoclès d'une expulsion arbitraire du fait de leur privation de droits civiques, les Juifs n'ont aucun intérêt à une exploitation rationnelle de la terre. Ils lui ont donc substitué le pillage des ressources et la spéculation, deux facteurs qui, avec le recours à la sous-location, ont aboli le libre contrat de travail et instauré la servitude du petit paysan.

En effet, les fermiers juifs spéculateurs se déchargent du risque des mauvaises récoltes de la manière suivante : ils font labourer, fumer et ensemer de grandes parties du domaine par des petits paysans, et leur abandonnent ensuite, comme salaire pour leurs peines, un tiers de la récolte. Les salaires sont ainsi économisés et tous les aléas climatiques et saisonniers sont rejetés sur les petits paysans. Ces derniers, en cas de sécheresse ou de trop fortes pluies, perdent non seulement leurs semences, mais gaspillent aussi leur temps de travail, inutilement, au profit d'autrui. Même lorsque les espérances de rendement sont comblées, cela constitue une exploitation effroyable que seul un tiers de la récolte revienne au paysan. Encore ce tiers lui est-il généralement « racheté » contre un modique paiement comptant. Le traitement arbitraire infligé aux Juifs par le gouvernement suscite chez les paysans ignorants, en partie abrutis par l'alcoolisme et la pellagre, la croyance qu'un soulèvement violent contre les propriétaires juifs de latifundia – qui, en dernière analyse, ne sont eux-mêmes que le produit d'une privation de droits démoralisante – pourrait leur être profitable. Et leur misère les pousse à des révoltes sans cesse renouvelées, que le gouvernement écrase ensuite dans le sang, au profit des grands propriétaires terriens. Chaque nouvelle défaite des paysans signifie naturellement une misère accrue et une exploitation renforcée.

Seul un changement complet de l'ensemble du système peut empêcher ces révoltes paysannes.